

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article5497>

Politique de défense : la commission Mallet a sept mois pour définir les priorités

- Défense - France -



Date de mise en ligne : mardi 4 septembre 2007

Spyworld Actu

Une commission de trente-cinq membres a été installée fin août pour réfléchir à l'élaboration du nouveau Livre blanc sur la défense. Ce document servira de base à la loi de programmation militaire 2009-2013.

Une réflexion "sans tabou" pour évaluer les besoins et les nouvelles exigences de la France en matière de défense et de sécurité nationale, telle est la mission de la commission présidée par le conseiller d'Etat Jean-Claude Mallet, installée le 23 août dernier par Nicolas Sarkozy, et chargée d'élaborer le troisième Livre blanc sur la défense de la Vème république. Ce document, qui servira de base à l'élaboration de la Loi de programmation militaire (LPM) 2009-2013, sera remis au président en mars 2008, avec un rapport d'étape prévu fin 2007.

La composition de la commission traduit la volonté d'associer le maximum de compétences dans cette mission de réflexion essentielle pour l'avenir de la sécurité nationale : outre une kyrielle de hauts fonctionnaires (Intérieur, Affaires étrangères, Trésor, Recherche, Cour des comptes, Conseil d'Etat), Jean-Claude Mallet (Ena, Normale Sup), ancien directeur des affaires stratégiques (DAS) au ministère de la Défense et ancien secrétaire général de la défense nationale (SGDN), est entouré par les principaux chefs militaires représentant toutes les facettes de la défense, sans oublier la DGA (armement) ou la DGSE (renseignement). Mais aussi par des politiques, députés et sénateurs de droite comme de gauche, des spécialistes de la stratégie et des relations internationales comme Thierry de Montbrial (Ifri), François Heisbourg et Bruno Tertrais (FRS), Thérèse Delpech (CEA), des intellectuels (Nicolas Baverez, François Sureau) ou des représentants du monde de l'entreprise, comme Jean-Martin Folz, ancien PDG de PSA Peugeot Citroën, et Olivier Darrason, président de la CEIS (Compagnie européenne d'intelligence stratégique), par ailleurs président de l'IHEDN (Institut des hautes études de défense nationale).

Ses trente-cinq membres, répartis en sept groupes de travail, plancheront sur des thèmes tels que "prospective des menaces et de l'environnement international", "alliances et système international de sécurité", sécurité civile, politique industrielle et de recherche, organisation des pouvoirs publics, ... Et, modernité oblige, la Commission Mallet a lancé le 29 août le débat sur internet avec l'ouverture d'un site et d'un forum.

Selon la demande de Nicolas Sarkozy, cet aréopage prestigieux va devoir fournir une réflexion "globale dans sa vision du monde, exigeante sur son indépendance, ambitieuse pour l'Europe mais ouverte et pragmatique sur ses alliances, audacieuse dans son approche des droits de l'homme et particulièrement attentive aux régions du monde dans lesquelles la France est historiquement et culturellement présente". Cette réflexion doit en outre s'inscrire dans une perspective à quinze ans qui sera réétudiée régulièrement.

Le président Sarkozy a aussi annoncé vouloir redéfinir les priorités pour les armées et le maintien d'un effort de défense à hauteur de 2% du PIB, "objectif (qui) doit permettre à la France de se doter des capacités nécessaires et de rester dans le peloton de tête des nations européennes avec le Royaume-Uni". Un des premiers arbitrages attendus du nouveau président concernera d'ailleurs le lourd dossier du second porte-avions français, jugé incontournable par les marins, et dont la construction est précisément envisagée avec les Britanniques. Le coût de ce programme majeur, quelque 2,5 milliards d'euros, est jugé très lourd par certains, y compris au sein des armées, qui estiment que ce choix obligerait à consentir des sacrifices dans d'autres domaines.

Sept grands patrons vont plancher sur la réorganisation de la défense

Hervé Morin, ministre de la Défense, a installé officiellement ce mardi un comité des sept sages, grands patrons du privé, chargé d'apporter leur pierre à la réorganisation et la rationalisation de la défense. "Avant même que le gouvernement ne décide de lancer une revue générale des politiques publiques, j'avais souhaité que le ministère de la Défense engage une réflexion sur son fonctionnement", a insisté le ministre. Parmi les sept sages, on note Henri Lachmann, président du conseil de surveillance de Schneider Electric, Jean-Martin Folz, ancien président de PSA, Roger Dutoit, président de Brink's France, ou Bertrand Collomb, président d'honneur du groupe Lafarge. Il s'agit de "faire en sorte que chaque euro dépensé soit le plus efficace possible", a souligné Hervé Morin, affirmant que le ministère avait "besoin de l'aiguillon, de la réflexion et de l'œil candide de grands patrons qui ont réussi dans leur secteur". Leur expertise, selon lui, sera mise à contribution pour passer au peigne fin l'organisation des ressources humaines du ministère, ses actions de formation, sa politique d'achats ou immobilière. "Ces mesures de réorganisation ne doivent pas être conduites contre la défense et les armées, mais au contraire au profit des militaires", a souligné le ministre, évoquant les quelque 6.000 suppressions de postes prévues dans son ministère en 2008. Elles s'accompagneront, selon lui, d'un "plan de revalorisation de la condition militaire d'environ 100 millions d'euros obtenu précisément parce que nous faisons cet effort". Le groupe de travail doit rendre sa copie d'ici décembre.

Post-scriptum :

<http://www.latribune.fr/info/Politi...>